

QUELQUES ELEMENTS SUR LA SITUATION ACTUELLE DU CAPITALISME FRANÇAIS

Cette note tente de présenter de façon synthétique divers éléments d'information propres à faciliter la compréhension des aspects économiques du développement du capitalisme français et de la lutte des classes dans la période actuelle.

On soulignera au préalable :

– que les informations rassemblées, et partant les concepts employés, restent par nature éclectiques. Des éléments encore frustrés d'analyse théorique de la période historique ou de la formation sociale et de sa base économique se mêlent à un traitement sommairement empirique d'informations statistiques telles que les livres, l'observation économique courante et dont les fondements conceptuels implicites (le keynesianisme) n'ont pu être ici soumis à critique systématique.

Telle quelle, cette tentative bancale ne veut qu'ouvrir une discussion qui devrait préciser pour l'avenir :

– la nature des informations économiques les plus nécessaires au débat interne à l'organisation ;
– ceux des raisonnements ici esquissés qui apparaissent utiles à l'analyse politique générale de la *conjoncture présente de la lutte des classes*, comprise dans l'ensemble de ses déterminations.

I. Caractéristiques économiques générale de la période 1968-1972.

On pourrait rapidement caractériser la période économique ouverte depuis 1968 au seul vu de ses traits distinctifs en tant que *phase conjoncturelle*.

Ceci conduirait à opposer terme à terme l'évolution présente caractérisée par une expansion soutenue de la production et une forte inflation à la période 1963-1967 marquée par une croissance médiocre et une évolution modérée des prix, du salaire et du pouvoir d'achat. La seule continuité entre les deux périodes ne pourrait être trouvée que dans l'aggravation continue du chômage de 1963 à 1968 et de 1969 à aujourd'hui.

Mais une telle vision dissimule les déterminations historiques réelles, déterminations profondément liées à la crise sociale générale du régime gaulliste telle qu'elle s'est nouée dès avant 1968 pour développer toutes ses conséquences depuis mai.

De ce point de vue, les formes prises par le développement capitaliste apparaissent inséparables :

– des effets structurels de la stratégie mise en œuvre à partir de 1962-1965 par la technocratie d'Etat aux fins d'organiser ou de faciliter la monopolisation – publique ou privée – des secteurs clefs du capitalisme français ;
– de l'échec consommé en mai 1968, des formes gaullistes d'« économie concertée » et de « participation » et de la nécessité de définir de nouvelles procédures institutionnelles et idéologiques du pacification sociale.

Replacée dans ce cadre historique général, la

compréhension économique de la période suppose donc une étude (ici à peine ébauchée) qui porte sur ses déterminations réelles, soit :

– le rapport de l'économie française au marché impérialiste ;

– les caractéristiques du procès d'accumulation ;
l'évolution des enjeux et des formes de la lutte économique de classe.

1. – Une évolution sensible du rapport au marché mondial

La période 1968-1972 enregistre la poursuite des effets généraux de la transformation du rapport entre le capitalisme français et le marché mondial telle qu'elle résulte :

– de la décolonisation et de l'affirmation de bourgeoisies nationales plus ou moins dépendantes dans les pays de l'ancien empire français ;

– de l'intégration économique croissante des économies européennes, intégration qui s'affirme sur les plans financier, commercial et technologique, et s'impose comme cadre nouveau des contradictions entre les divers capitalismes nationaux et avec l'impérialisme dominant des Etats Unis.

Aussi, les « hauteurs dominantes » du capitalisme français accèdent à partir de 1960-1965 au stade de l'organisation monopoliste supranationale. Ceci se marque de façon contradictoire dans la situation du capital national :

– le développement des secteurs industriels-clefs dépend désormais d'un procès de mise en valeur du capital d'ampleur internationale, mais où, sauf dans certains secteurs conquérants (notamment du capitalisme public : aéronautique, pétrole), le capitalisme français ne se taille généralement qu'une part subordonnée par rapport aux groupes financiers US ou européens.

– la croissance économique française est de plus en plus dépendante des débouchés commerciaux dans les pays industrialisés.

Ceci explique que l'internationalisation croissante des forces productives ait bien pour contrepartie l'aiguïsement des contradictions interimpérialistes et impliquent de la part du capital français une défense serrée de ses intérêts propres tant sur le plan monétaire que commercial. Pour l'industrie française, la confrontation concurrentielle directe sur les marchés européens avec les secteurs les plus productifs des capitalismes italien ou allemand impose d'accéder de façon accélérée à des modes d'organisation du capital et d'utilisation des forces productives dont elle reste dans nombre de branches, encore très éloignée. Cette pression de la concurrence capitaliste s'exerce d'ailleurs dans des conditions variables. Malgré la levée des frontières douanières le capital national s'est trouvé, tout au long de la période gaulliste, protégé tant par les effets de la dévaluation de 1958 que par les aides multiples distribuées par le canal du capital financier public et par le soutien technocratique apporté à sa restructuration. Au lendemain de 1968, en revanche, il se trouve à nouveau à découvert.